

## Évolutions monétaires à la Martinique au 30 juin 2014

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence de la morosité observée au premier trimestre et des perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents, les prévisions de croissance de l'économie mondiale ont été abaissées par le Fonds monétaire international (FMI). Selon les dernières estimations à juillet 2014, la croissance de la production mondiale s'élèverait désormais à +3,4 % sur l'ensemble de l'année 2014 (contre +3,2 % en 2013 et +3,5 % en 2012).

Après une progression de 0,2 % au début de l'année 2014, le PIB de la zone euro est stable au deuxième trimestre (+0,0 %). L'économie française connaît, comme au premier trimestre, une croissance nulle sous l'effet notamment d'un nouveau recul de l'investissement et d'une contribution négative des échanges extérieurs (-0,1 point de PIB). La production totale de biens et services est pour sa part quasi stable (-0,1 %). Seule la consommation des ménages se redresse, avec une hausse de 0,5 % des dépenses de consommation.

Lors de sa réunion du 4 septembre 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a adopté des mesures fortes pour faire remonter le niveau d'inflation et soutenir l'activité par la reprise du crédit. D'une part, une nouvelle baisse des taux directeurs : le taux des opérations principales de refinancement est abaissé de 10 points de base, à 0,05 % ; le taux de la facilité de prêt marginal est abaissé de 10 points de base, à 0,30 % et le taux de la facilité de dépôt est abaissé de 10 points de base, à -0,20 %. D'autre part, le lancement de deux programmes d'achat d'actifs du secteur privé non financier : un programme d'achat de titres adossés à des actifs (asset-backed securities –ABS) et un programme d'achat d'obligations sécurisées (covered bonds). Les interventions au titre de ces programmes débuteront en octobre 2014. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a notamment indiqué que « Les mesures nouvellement décidées, ainsi que les opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO) qui seront conduites dans deux semaines, auront une incidence notable sur le bilan de la BCE. Elles viennent s'ajouter à l'arsenal des mesures de politique monétaire prises ces derniers mois (...) Dans notre analyse, nous avons pris en compte les perspectives d'inflation globalement faibles, l'essoufflement récent de la dynamique de croissance de la zone euro et la persistance d'évolutions atones de la monnaie et du crédit (...) À mesure qu'elles se transmettront à l'économie, ces mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proches de 2 %. (...) S'il devenait nécessaire d'accentuer notre réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. »

### AMÉLIORATION DE L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE AU DEUXIÈME TRIMESTRE

Après les signes d'essoufflement observés en début d'année, l'activité financière martiniquaise retrouve une tendance haussière au deuxième trimestre 2014, tant sur le plan du financement que de la collecte.

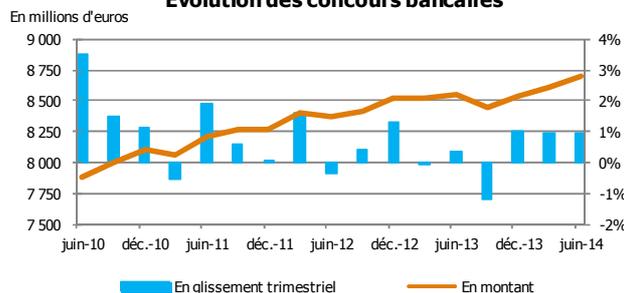
En hausse de 1,1 % sur trois mois, l'**encours sain de crédits** s'établit à 8,1 milliards d'euros. L'encours des entreprises progresse (+1,0 %), alors qu'il affichait un recul depuis plusieurs trimestres. De même, comme en début d'année, l'encours des autres agents s'inscrit en forte hausse (+10,1 %). Par contre, l'encours des ménages stagne (+0,2 %).

Les **actifs financiers** croissent également de 0,6 % sur le trimestre, pour atteindre 6,7 milliards d'euros. Les actifs des ménages continuent de progresser (+1,0 %), mais les placements des entreprises sont stables (+0,2 %) et ceux des autres agents diminuent (-2,3 %). Ce trimestre encore, c'est l'épargne à long terme qui enregistre la plus importante variation (+1,3 %), suivie des placements liquides ou à court terme (+0,8 %).

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



# PROGRESSION DES ENCOURS DE CRÉDITS

L'encours sain de crédits s'inscrit en hausse sur le trimestre (+86 millions d'euros, soit +1,1 %) et sur l'année (+106 millions d'euros, soit +1,3 %). Sur les trois derniers mois, les encours progressent ou se maintiennent pour toutes les catégories d'agents.

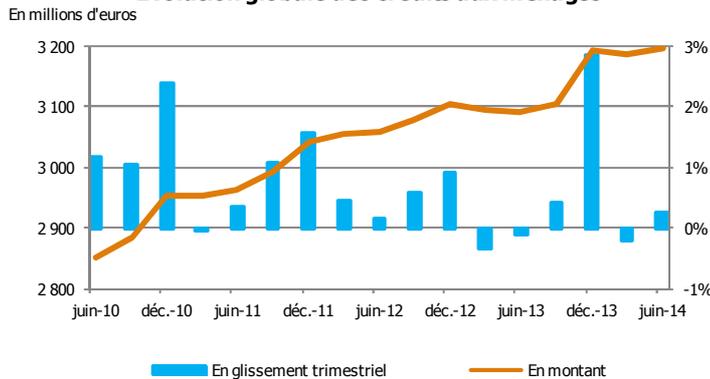
## Stagnation des crédits aux ménages

Après le tassement observé en début d'année, l'encours sain de crédits aux ménages reste relativement stable au 30 juin 2014, à 3,2 milliards d'euros (+0,2 % sur le trimestre). Il représente 39,4 % de l'encours sain global.

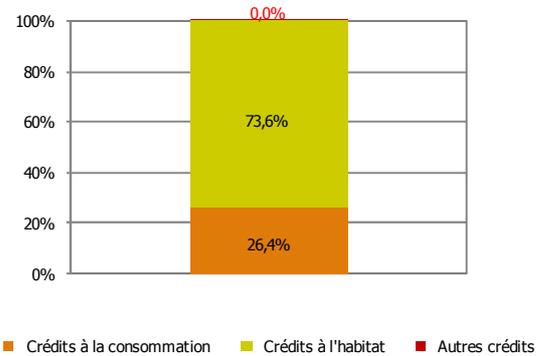
Les **crédits à la consommation** se maintiennent ce trimestre (+0,1 %). En glissement annuel, ils demeurent toutefois orientés à la baisse (-1,4 %), en lien avec le recul des ventes de véhicules de tourisme et des importations de biens d'équipement et de consommation (respectivement -7,5 %, -10,2 % et -7,2 % sur l'année).

Les **crédits à l'habitat**, qui représentent l'essentiel des crédits accordés aux ménages, enregistrent, comme au trimestre précédent, une légère hausse (+0,3 %). En dépit d'un rythme de progression ralenti depuis quelques trimestres, la croissance des crédits à l'habitat reste élevée sur 12 mois (+5,1 %).

Evolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



## Léger rebond des crédits aux entreprises

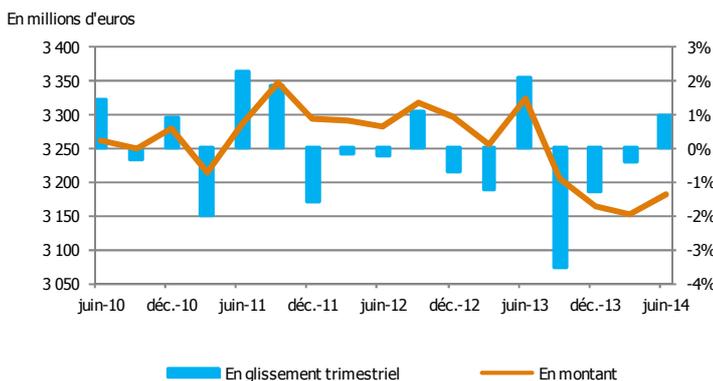
L'encours sain de crédits aux entreprises progresse au deuxième trimestre (+1,0 %) pour atteindre 3,2 milliards d'euros. Sa part dans l'encours sain global est stable à 39,3 %.

La hausse de l'encours est pour partie imputable aux **crédits d'exploitation**, qui progressent significativement (+2,8 %). Comme au précédent trimestre, les comptes ordinaires débiteurs s'accroissent (+9,7 %), à l'inverse des crédits de trésorerie qui reculent (-3,8 %).

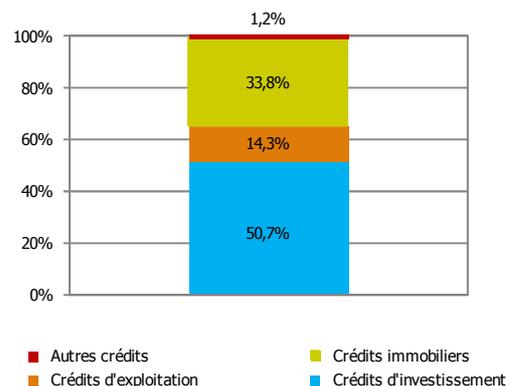
Les **crédits d'investissement** s'inscrivent en légère hausse après la contraction du début d'année (+0,6 % en juin, après -0,4 % en mars dernier). Ils concernent principalement des investissements de renouvellement et non pas des opérations de grande envergure, ce qui explique la faible variation de l'encours. Les crédits à l'équipement, qui constituent l'essentiel des crédits d'investissement, progressent (+0,8 %), tandis que le crédit-bail se replie (-1,4 %).

Les **crédits immobiliers** enregistrent une hausse ce trimestre (+0,8 %), mais demeurent fortement orientés à la baisse en glissement annuel (-4,3 %).

Evolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



## Maintien des crédits aux collectivités locales

L'encours sain de crédits aux collectivités locales est stable ce trimestre (+0,0 %). Il s'établit à 1,2 milliard d'euros, soit 15,0 % de l'encours sain global. Les **crédits d'investissement**, qui représentent la quasi-totalité de l'encours des collectivités (97,2 %), sont orientés à la hausse (+1,1 %), venant compenser la diminution des **crédits d'exploitation** (-30,3 %).

## Hausse des crédits aux autres agents

Les crédits aux autres agents, bien que peu significatifs dans le total des encours de crédits (6,3 %), contribuent pour moitié à la progression de l'encours global. Ils augmentent de 10,1 %, essentiellement du fait d'une unique contrepartie.

## Diminution de l'encours douteux

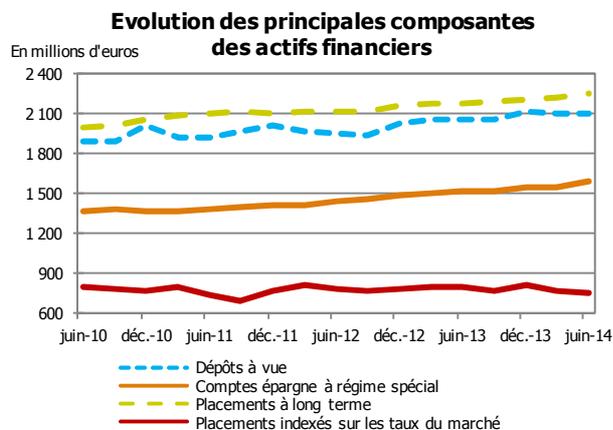
Les **créances douteuses brutes** s'établissent à 598 millions d'euros (-0,7 % sur le trimestre) et portent le taux de créances douteuses à 6,9 % (-0,1 point). Ce taux atteint également 6,9 % pour les seuls établissements de crédit installés localement, contre 6,5 % pour les établissements non installés localement.

## CROISSANCE GLOBALE DES ACTIFS FINANCIERS

Après le repli observé en début d'année, les actifs financiers repartent à la hausse (+43 millions d'euros, soit +0,6 % sur le trimestre et +124 millions d'euros, soit +1,9 % en glissement annuel).

La croissance des actifs concerne, en premier lieu, l'épargne à long terme, en particulier l'assurance-vie (+2,0 % sur le trimestre). Les comptes d'épargne à régime spécial progressent également, notamment les livrets ordinaires (+3,5 %) et les livrets A et bleus (+1,8 %). En revanche, les placements indexés sur les taux de marché et les dépôts à vue s'inscrivent en baisse (respectivement -2,0 % et -0,3 %).

Au cours du trimestre, l'évolution des actifs financiers est contrastée par catégorie d'agents. Les actifs des ménages progressent, alors que ceux des entreprises stagnent et ceux des autres agents reculent.



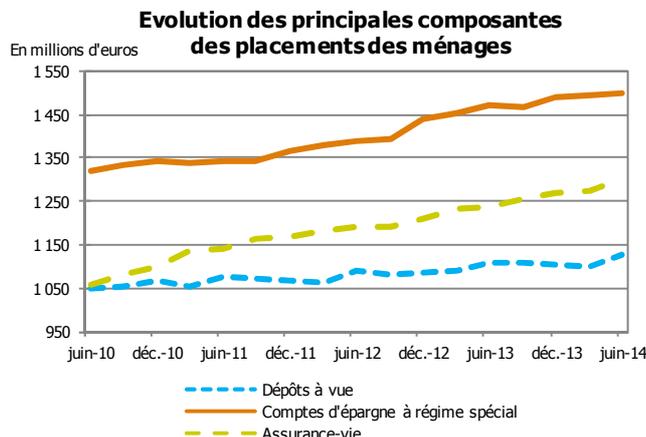
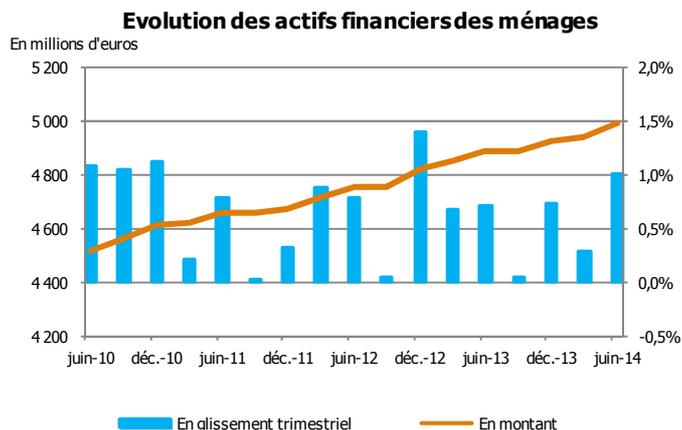
## Nouvelle progression de l'épargne des ménages

L'épargne des ménages continue de progresser ce trimestre (+1,0 %) et atteint 5,0 milliards d'euros, soit 74,1 % de l'ensemble des actifs.

Les **dépôts à vue** s'accroissent sensiblement (+2,5 %), alors qu'ils s'inscrivaient en baisse depuis les deux derniers trimestres.

À l'inverse, les **placements liquides ou à court terme** accusent un léger recul (-0,3 % sur le trimestre). Le net repli des placements indexés sur les taux de marché, notamment des comptes créditeurs à terme (-6,7 %), est en partie compensé par la progression des comptes d'épargne à régime spécial, en particulier des livrets A et bleus (+0,8 %).

L'**épargne à long terme** affiche une progression significative (+1,2 %). Cette évolution peut pour partie être attribuée à l'évolution des cours de la bourse, le CAC40 ayant progressé de +4,6 % depuis le début de l'année. Les contrats d'assurance-vie, qui représentent 60,1 % de l'épargne à long terme, continuent de progresser (+2,0 % sur le trimestre et +5,1 % en glissement annuel).



## Stabilisation des actifs des entreprises

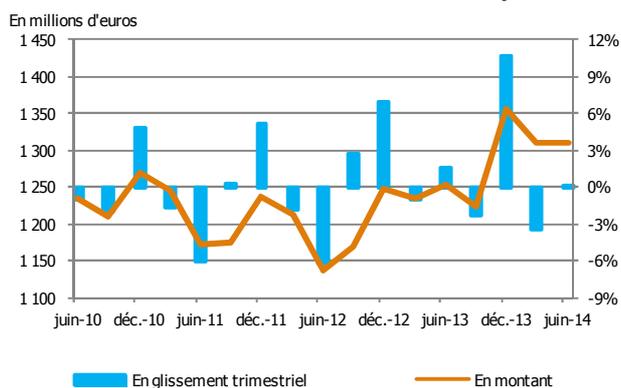
Les actifs financiers des entreprises se stabilisent après le repli observé au précédent trimestre (+0,2 % après -3,4 % en début d'année). Ils atteignent 1,3 milliard d'euros, soit 19,6 % de l'ensemble des actifs.

La principale composante des actifs des entreprises, les **dépôts à vue**, diminuent à nouveau au deuxième trimestre (-3,4 % après -2,8 %). Ils demeurent néanmoins en progression en glissement annuel (+2,9 %).

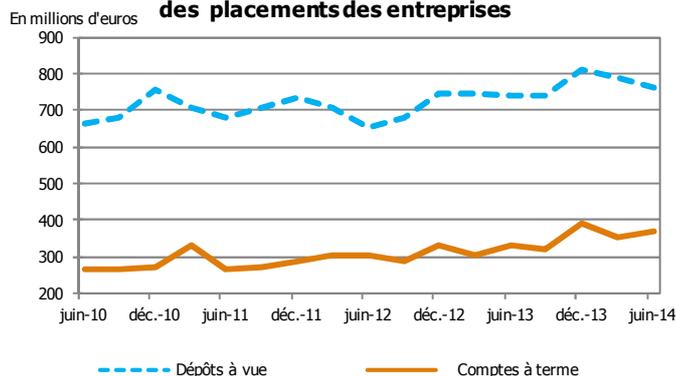
En revanche, les **placements liquides ou à court terme** enregistrent une forte hausse (+6,1 % sur le trimestre et +7,6 % en glissement annuel), qui concerne à la fois les comptes d'épargne à régime spécial et les placements indexés sur les taux de marché. Ce trimestre, les comptes créditeurs à terme, placements préférés des entreprises, progressent (+3,7 %) sous l'effet d'une opération commerciale menée par l'un des établissements de crédit de la place. Les livrets ordinaires augmentent également (+228,4 %), du fait de deux opérations exceptionnelles réalisées par un autre établissement de crédit.

L'**épargne à long terme**, bien qu'en hausse ce trimestre (+1,7 % et +2,6 % en glissement annuel), demeure négligeable dans l'ensemble des actifs détenus par les entreprises (4,1 %).

### Evolution des actifs financiers des entreprises



### Evolution des principales composantes des placements des entreprises



## Recul des placements des autres agents

Les placements des autres agents se replient à nouveau ce trimestre (-2,3 % après -4,7 % en début d'année). Ils constituent 5,7 % de l'ensemble des actifs financiers. Les principales composantes, les **dépôts à vue** et les **placements liquides ou à court terme**, se contractent (respectivement -3,1 % et -2,9 %). À l'inverse, l'**épargne à long terme** croît sur trois mois (+9,7 %), mais reste orientée à la baisse sur l'année (-29,9 %).

### MÉTHODOLOGIE

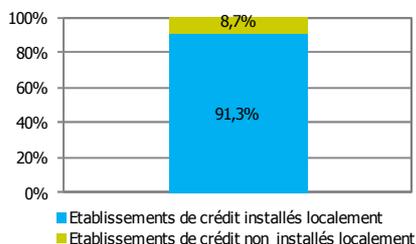
- L'ensemble des données concernant les encours sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements de crédit installés localement, dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissements de crédit non installés localement, dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne à long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas ceux relatifs aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

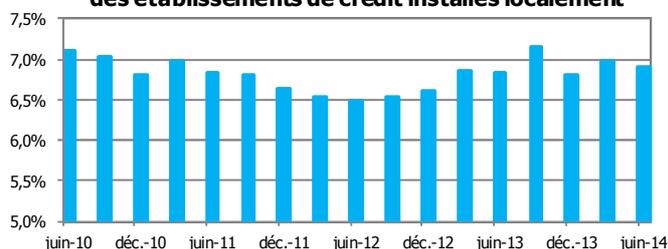
## Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim.	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	394,7	457,0	492,6	541,2	482,7	444,4	444,2	456,5	2,8%	-15,7%
<i>Créances commerciales</i>	26,3	26,0	22,8	23,1	24,0	19,5	20,8	19,2	-7,8%	-17,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	183,1	191,2	190,4	179,7	194,8	188,4	164,8	158,6	-3,8%	-11,7%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	51,2	47,9	44,2	39,6	38,8	39,0	39,4	38,7	-1,8%	-2,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	224,7	197,8	253,0	298,7	229,6	191,5	221,2	242,7	9,7%	-18,8%
<i>Affacturage</i>	44,2	42,0	26,5	39,7	34,4	45,0	37,4	36,1	-3,6%	-9,3%
Crédits d'investissement	1 698,3	1 688,1	1 636,8	1 616,4	1 565,5	1 611,9	1 605,3	1 614,3	0,6%	-0,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 482,2	1 480,3	1 460,0	1 433,6	1 392,8	1 431,7	1 424,0	1 435,6	0,8%	0,1%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	126,4	125,3	85,9	73,3	71,2	71,0	69,4	68,2	-1,8%	-7,0%
<i>Crédit-bail</i>	216,2	207,7	176,7	182,8	172,6	180,2	181,3	178,8	-1,4%	-2,2%
Crédits immobiliers	1 053,4	1 110,1	1 108,8	1 123,2	1 123,5	1 074,8	1 065,8	1 074,7	0,8%	-4,3%
Autres crédits	30,1	31,1	45,0	43,3	34,7	33,2	36,4	36,9	1,5%	-14,7%
<b>Encours sain</b>	<b>3 260,1</b>	<b>3 286,2</b>	<b>3 283,2</b>	<b>3 324,1</b>	<b>3 206,3</b>	<b>3 164,3</b>	<b>3 151,7</b>	<b>3 182,4</b>	<b>1,0%</b>	<b>-4,3%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	912,1	894,6	888,3	853,8	852,2	857,5	841,4	841,9	0,1%	-1,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	826,3	806,4	800,1	774,9	772,9	782,1	766,3	766,7	0,0%	-1,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	45,3	48,9	49,6	47,4	49,8	47,7	48,4	50,1	3,4%	5,6%
<i>Crédit-bail</i>	40,4	39,2	38,7	31,5	29,4	27,8	26,7	25,2	-5,6%	-20,1%
Crédits à l'habitat	1 939,0	2 065,9	2 169,2	2 237,6	2 251,9	2 335,2	2 345,2	2 352,6	0,3%	5,1%
Autres crédits	1,9	1,3	2,2	1,1	0,9	0,9	0,8	0,8	-8,0%	-27,0%
<b>Encours sain</b>	<b>2 853,0</b>	<b>2 961,8</b>	<b>3 059,8</b>	<b>3 092,4</b>	<b>3 104,9</b>	<b>3 193,6</b>	<b>3 187,4</b>	<b>3 195,3</b>	<b>0,2%</b>	<b>3,3%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	26,5	24,5	31,3	27,8	20,3	18,5	42,5	29,6	-30,3%	6,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	23,7	22,9	28,6	24,2	19,4	12,9	38,5	25,0	-35,1%	3,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,8	1,7	2,7	3,6	0,9	5,6	3,9	4,6	16,3%	27,8%
Crédits d'investissement	938,4	1 033,7	1 120,8	1 171,2	1 125,7	1 186,4	1 169,7	1 182,9	1,1%	1,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	937,9	1 033,2	1 120,5	1 171,1	1 125,6	1 186,3	1 169,6	1 182,9	1,1%	1,0%
<i>Crédit-bail</i>	0,5	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	n.s.	n.s.
Crédits immobiliers	0,0	0,0	2,8	3,5	3,5	3,5	4,5	4,5	n.s.	n.s.
Autres crédits	1,9	1,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
<b>Encours sain</b>	<b>966,7</b>	<b>1 059,2</b>	<b>1 155,0</b>	<b>1 202,5</b>	<b>1 149,6</b>	<b>1 208,4</b>	<b>1 216,7</b>	<b>1 217,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>1,2%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>275,4</b>	<b>375,9</b>	<b>359,6</b>	<b>375,8</b>	<b>386,5</b>	<b>384,5</b>	<b>459,8</b>	<b>506,4</b>	<b>10,1%</b>	<b>34,7%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>7 355,2</b>	<b>7 683,0</b>	<b>7 857,6</b>	<b>7 994,8</b>	<b>7 847,3</b>	<b>7 950,9</b>	<b>8 015,6</b>	<b>8 101,1</b>	<b>1,1%</b>	<b>1,3%</b>
<i>dont ECNIL</i>	847,1	851,4	768,1	735,1	678,5	668,4	706,9	706,9	0,4%	1,0%
Créances douteuses brutes	534,6	532,8	519,4	554,7	603,2	585,2	602,5	598,3	-0,7%	7,9%
<i>dont ECIL</i>	497,8	500,3	492,1	532,4	552,8	532,4	548,4	549,4	0,2%	3,2%
Créances douteuses nettes	246,2	214,0	239,0	241,8	288,8	273,1	288,3	284,7	-1,2%	17,8%
<i>dont entreprises</i>	150,5	146,9	164,7	160,9	176,7	170,7	183,9	179,9	-2,2%	11,8%
<i>dont ménages</i>	57,0	58,8	67,0	69,2	71,0	70,7	72,9	73,3	0,5%	6,0%
Provisions	288,4	318,8	280,4	313,0	314,4	312,1	314,2	313,6	-0,2%	0,2%
<b>Encours total</b>	<b>7 889,8</b>	<b>8 215,8</b>	<b>8 376,9</b>	<b>8 549,6</b>	<b>8 450,4</b>	<b>8 536,1</b>	<b>8 618,1</b>	<b>8 699,5</b>	<b>0,9%</b>	<b>1,8%</b>
<i>Taux de créances douteuses brutes</i>	6,8%	6,5%	6,2%	6,5%	7,1%	6,9%	7,0%	6,9%	-0,1 pt	0,4 pt
<i>dont ECIL</i>	7,1%	6,8%	6,5%	6,8%	7,2%	6,8%	7,0%	6,9%	0,0 pt	0,1 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	53,9%	59,8%	54,0%	56,4%	52,1%	53,3%	52,2%	52,4%	0,3 pts	-4,0 pts

Répartition de l'encours bancaire sain



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-10	juin-11	juin-12	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	1 trim.	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>1 233,4</b>	<b>1 171,6</b>	<b>1 137,7</b>	<b>1 253,1</b>	<b>1 224,6</b>	<b>1 354,8</b>	<b>1 308,6</b>	<b>1 310,7</b>	<b>0,2%</b>	<b>4,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>662,5</b>	<b>681,1</b>	<b>652,8</b>	<b>741,5</b>	<b>739,4</b>	<b>812,6</b>	<b>789,9</b>	<b>762,8</b>	<b>-3,4%</b>	<b>2,9%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>511,6</b>	<b>436,6</b>	<b>436,3</b>	<b>459,3</b>	<b>433,0</b>	<b>489,7</b>	<b>465,9</b>	<b>494,1</b>	<b>6,1%</b>	<b>7,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	14,8	14,7	18,3	8,6	9,3	8,4	8,9	29,3	228,4%	n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	496,8	421,9	418,0	450,7	423,7	481,3	457,0	464,9	1,7%	3,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	266,7	266,8	304,7	330,4	321,2	391,4	355,1	368,4	3,7%	11,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	177,5	91,0	94,4	115,4	96,4	82,1	91,8	86,3	-6,0%	-25,2%
<i>dont certificats de dépôt</i>	52,3	63,7	18,6	4,5	5,8	7,7	9,7	9,8	1,0%	118,0%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>59,3</b>	<b>53,9</b>	<b>48,6</b>	<b>52,4</b>	<b>52,3</b>	<b>52,5</b>	<b>52,9</b>	<b>53,7</b>	<b>1,7%</b>	<b>2,6%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	36,5	29,3	16,7	18,7	18,9	19,1	18,9	18,8	-0,6%	0,4%
<b>Ménages</b>	<b>4 516,2</b>	<b>4 659,8</b>	<b>4 753,3</b>	<b>4 888,0</b>	<b>4 889,9</b>	<b>4 925,7</b>	<b>4 939,6</b>	<b>4 989,1</b>	<b>1,0%</b>	<b>2,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 050,5</b>	<b>1 077,4</b>	<b>1 088,2</b>	<b>1 107,6</b>	<b>1 109,9</b>	<b>1 104,7</b>	<b>1 101,1</b>	<b>1 129,0</b>	<b>2,5%</b>	<b>1,9%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>1 533,7</b>	<b>1 557,3</b>	<b>1 624,7</b>	<b>1 688,9</b>	<b>1 675,2</b>	<b>1 693,8</b>	<b>1 699,2</b>	<b>1 694,6</b>	<b>-0,3%</b>	<b>0,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 321,8	1 344,7	1 390,2	1 473,2	1 467,8	1 491,7	1 492,8	1 501,4	0,6%	1,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	500,6	502,4	515,6	508,1	507,1	515,8	513,7	512,9	-0,2%	0,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	466,7	495,0	528,2	588,2	583,9	592,7	597,6	602,7	0,8%	2,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,0	14,6	14,1	13,5	13,3	13,6	13,5	13,6	0,7%	0,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	77,4	70,1	64,4	58,4	57,9	56,9	51,3	50,9	-0,8%	-12,8%
<i>dont livrets de développement durable</i>	139,2	140,9	144,9	183,8	185,8	193,0	197,7	202,9	2,6%	10,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	122,8	121,8	123,0	121,2	119,7	119,7	119,1	118,5	-0,5%	-2,2%
Placements indexés sur les taux de marché	212,0	212,6	234,5	215,7	207,4	202,1	206,4	193,2	-6,4%	-10,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	173,3	181,6	209,5	196,5	188,8	184,4	188,6	176,0	-6,7%	-10,4%
<i>dont bons de caisse</i>	1,8	1,6	1,6	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	0,5%	3,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	36,9	29,4	23,5	18,1	17,6	16,7	16,7	16,1	-3,5%	-11,2%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>1 931,9</b>	<b>2 025,1</b>	<b>2 040,4</b>	<b>2 091,4</b>	<b>2 104,8</b>	<b>2 127,1</b>	<b>2 139,3</b>	<b>2 165,5</b>	<b>1,2%</b>	<b>3,5%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	519,7	526,7	531,5	536,3	536,1	547,2	549,3	549,9	0,1%	2,5%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	81,5	72,5	66,6	62,7	61,4	61,0	59,8	58,6	-2,0%	-6,5%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,2	4,4	4,5	5,1	5,4	5,0	5,0	5,8	14,9%	12,3%
<i>dont portefeuille-titres</i>	190,7	201,0	188,2	192,9	190,7	192,5	192,5	194,5	1,0%	0,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	78,6	80,1	59,6	56,4	57,1	50,3	57,0	55,3	-3,1%	-2,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 056,2	1 140,4	1 189,9	1 238,0	1 254,1	1 271,2	1 275,6	1 301,3	2,0%	5,1%
<b>Autres agents</b>	<b>288,5</b>	<b>317,6</b>	<b>393,1</b>	<b>413,0</b>	<b>412,8</b>	<b>405,8</b>	<b>386,7</b>	<b>377,8</b>	<b>-2,3%</b>	<b>-8,5%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>170,2</b>	<b>163,1</b>	<b>204,8</b>	<b>207,6</b>	<b>205,6</b>	<b>198,6</b>	<b>208,6</b>	<b>202,1</b>	<b>-3,1%</b>	<b>-2,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>112,6</b>	<b>135,9</b>	<b>166,5</b>	<b>171,7</b>	<b>173,8</b>	<b>185,3</b>	<b>156,6</b>	<b>152,1</b>	<b>-2,9%</b>	<b>-11,4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	27,3	28,5	33,8	38,5	43,8	49,4	49,0	54,9	12,0%	42,8%
Placements indexés sur les taux de marché	85,2	107,3	132,7	133,3	130,0	135,9	107,6	97,2	-9,7%	-27,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	51,9	82,2	88,9	101,2	102,7	101,9	81,2	74,4	-8,3%	-26,4%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>5,8</b>	<b>18,6</b>	<b>21,8</b>	<b>33,6</b>	<b>33,4</b>	<b>21,8</b>	<b>21,5</b>	<b>23,6</b>	<b>9,7%</b>	<b>-29,9%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>6 038,1</b>	<b>6 149,0</b>	<b>6 284,2</b>	<b>6 554,1</b>	<b>6 527,4</b>	<b>6 686,3</b>	<b>6 634,9</b>	<b>6 677,6</b>	<b>0,6%</b>	<b>1,9%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 883,2</b>	<b>1 921,6</b>	<b>1 945,8</b>	<b>2 056,7</b>	<b>2 054,9</b>	<b>2 116,0</b>	<b>2 099,6</b>	<b>2 093,9</b>	<b>-0,3%</b>	<b>1,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 157,9</b>	<b>2 129,9</b>	<b>2 227,6</b>	<b>2 320,0</b>	<b>2 282,0</b>	<b>2 368,8</b>	<b>2 321,7</b>	<b>2 340,8</b>	<b>0,8%</b>	<b>0,9%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 363,9	1 388,0	1 442,3	1 520,3	1 520,9	1 549,5	1 550,8	1 585,6	2,2%	4,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	518,5	522,2	544,7	536,1	541,6	553,4	551,3	570,6	3,5%	6,4%
<i>dont livrets A et bleus</i>	490,7	518,3	551,0	607,1	602,4	612,8	617,8	629,0	1,8%	3,6%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,0	14,6	14,1	13,5	13,3	13,6	13,5	13,6	0,7%	0,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	77,4	70,1	64,4	58,4	57,9	56,9	51,3	50,9	-0,8%	-12,8%
<i>dont livrets de développement durable</i>	139,2	141,0	144,9	183,9	185,9	193,1	197,7	202,9	2,6%	10,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	122,8	121,9	123,0	121,3	119,8	119,8	119,2	118,6	-0,5%	-2,2%
Placements indexés sur les taux de marché	794,0	741,9	785,3	799,7	761,1	819,3	770,9	755,2	-2,0%	-5,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	491,9	530,6	603,1	628,2	612,7	677,7	625,0	618,8	-1,0%	-1,5%
<i>dont bons de caisse</i>	11,6	10,0	6,6	1,7	1,7	1,7	1,8	1,7	-0,8%	0,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	52,3	63,7	18,6	4,5	5,8	7,7	9,7	9,8	1,0%	118,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	238,1	137,6	157,0	165,3	140,9	132,2	134,5	124,8	-7,2%	-24,5%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>1 997,0</b>	<b>2 097,5</b>	<b>2 110,8</b>	<b>2 177,4</b>	<b>2 190,5</b>	<b>2 201,5</b>	<b>2 213,7</b>	<b>2 242,8</b>	<b>1,3%</b>	<b>3,0%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	519,9	526,9	531,8	536,6	536,4	547,5	549,5	550,2	0,1%	2,5%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	81,5	72,5	66,7	62,7	61,4	61,1	60,0	58,8	-2,0%	-6,3%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,2	4,4	4,5	5,1	5,4	5,0	5,0	5,8	14,9%	12,3%
<i>dont actions</i>	73,0	79,1	66,6	69,3	70,6	73,9	75,2	75,4	0,3%	8,8%
<i>dont obligations</i>	144,9	152,2	159,1	176,0	172,0	159,2	158,1	162,6	2,8%	-7,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	116,2	120,4	88,5	86,9	87,7	80,7	87,3	85,8	-1,8%	-1,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 056,2	1 142,1	1 193,6	1 240,8	1 256,9	1 274,0	1 278,5	1 304,3	2,0%	5,1%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : septembre 2014